

Kabila s'accroche au pouvoir, l'opposition bande ses muscles

LE RÉSUMÉ

L'opposition congolaise appelle à une **grève générale aujourd'hui contre la prolongation du mandat de Joseph Kabila.**

Alors que son mandat est censé se terminer en novembre, la commission électorale a annoncé que **la tenue d'élections n'aurait pas lieu avant la mi-2017.**

La stratégie du «glissement» opérée par la majorité pourrait tirer le mandat du président plus tard encore.

FRÉDÉRIC ROHART

C'était loin d'être une surprise, mais l'opposition congolaise n'en fulmine pas moins. Ce weekend, la commission électorale «indépendante» (Ceni) a annoncé que le fichier électoral, socle de l'organisation d'un scrutin, ne serait pas prêt avant juillet 2017. Le deuxième et dernier mandat du président Joseph Kabila est pourtant censé prendre fin en novembre de cette année. Mais le prochain scrutin présidentiel pourrait ne pas se tenir avant 2018... D'abord parce que l'horizon annoncé samedi par la Ceni pourrait encore reculer. La commission pense avoir enregistré les 30 millions d'électeurs pour l'été prochain, or «pour l'instant, le rythme d'enregistrement est encore de moins de 10% des capacités des kits d'enregistrement», souligne Bob Kabamba, politologue

à l'Université de Liège (Ulg). Ensuite, le gouvernement a déjà indiqué son intention d'organiser des provinciales et communales avant l'élection présidentielle, ce qui ne laisserait pas entrevoir cette dernière avant longtemps. Dans l'intervalle, le président devrait rester au pouvoir jusqu'à l'élection de son successeur, comme le prévoit la Constitution du pays. C'est en tout cas le plan.

L'opposition ne l'entend évidemment pas de cette oreille. Le Rassemblement, alliance créée à Bruxelles et qui réunit notamment les poids lourds Etienne Tschisekedi et Moïse Katumbi, a appelé à une grève générale – une «journée morte» – ce mardi, pour protester contre l'annonce de la Ceni. C'est un revers pour l'Union africaine, qui tente une médiation et qui espérait ouvrir ce mardi un débat avec toutes les parties en vue d'un accord électoral.

Une «deuxième Libye»

La semaine dernière, l'ambassadeur de la RDC à Washington, François Nkuna Balumuene, avait annoncé la couleur et justifié les retards pris dans l'organisation des scrutins par l'énergie mise en 2013 pour lutter contre le mouvement rebelle M23, à l'Est du pays. Devant des responsables américains, il avait plaidé pour

«Je doute qu'une déstabilisation puisse avoir lieu à cause d'un scrutin.»

BOB KABAMBA
POLITOLOGUE (ULG)

une prolongation du mandat de Kabila pour éviter «l'implosion» du pays. «Personne ne sera en mesure d'assurer l'après-chaos» alors que «certains partenaires étrangers» cherchent à «utiliser la rue, une révolution de masse, pour chasser le président Kabila», avait-il dit en agitant le spectre d'une «deuxième Libye» au cœur de l'Afrique.

Pour Bob Kabamba, la condition d'une telle déstabilisation du pays serait l'affrontement de groupes armés pro et anti-Kabila comme il y en a eu en 2007, or «dans le contexte actuel, je doute fort que cela puisse avoir lieu», avance le politologue. Face à l'ambassadeur congolais à Washington, l'émissaire américain pour la région des Grands Lacs Thomas Perriello rétorquait qu'au contraire, «plus on se rapproche des dates butoirs, moins les bons scénarios sont plausibles et plus les mauvais sont probables». C'est la stratégie du «glissement», qui vise à étirer le mandat du président, qui risque de mettre le feu aux poudres. En janvier 2015, une quinzaine de personnes étaient décédées en manifestant contre Kabila.

Joseph Kabila a pris le pouvoir à la mort de son père, Joseph-Désiré, en 2001. Il s'est soumis aux urnes cinq ans après, et a remporté un second scrutin face à une opposition hétéroclite après avoir modifié in extremis la Constitution pour ramener le scrutin de deux tours à un seul. La Constitution prévoit que le Président n'a le droit de se représenter qu'une seule fois, mais les opposants de Kabila craignent qu'il ne tente de chercher à se présenter une troisième fois – comme l'ont fait les leaders du Rwanda et du Congo-Brazzaville.